

Réconcilier les mémoires.

La colonisation que la France a imposée à l'Algérie a été qualifiée par M. Macron de « *crime contre l'humanité* », et de « *vraie barbarie* ». C'est par cet aveu, que cet ancien Ministre, candidat à la présidence de la République, prétendait œuvrer à la réconciliation des mémoires.

Si l'on en juge par les réactions que ces propos ont provoquées, la réconciliation qu'il a appelée de ses vœux tourne au carnage :

- **A Gauche**, le silence est lourd. Ne s'expriment avec passion que certains gauchistes impénitents, descendants des porteurs de valises du FLN. Palpitants d'émotion, ils retrouvent leurs vieilles lunes, ce temps béni où l'on pouvait agoniser les prétendus « colons » faisant suer le burnous, dénoncer les tortionnaires parachutistes, pleurer le fellah abattu lors de « corvées de bois », magnifier l'intrépide fellagha aux pieds nus, avide de dignité. Il était donc juste et bon de trahir alors la France pour en « sauver l'honneur » ! Ceux là ont totalement oublié qu'en ce temps là, c'était bien la Gauche qui défendait l'Algérie française, guillotinaient les terroristes, et mettait aux arrêts de forteresse le général de Bollardière dénonçant la torture.

- **A Droite** bouillonne la fureur. Fureur de voir, sur le sol algérien, un candidat à la présidence de la République française humilier une France qu'il accuse de crime et de barbarie. Fureur de le voir ainsi tenir des propos jugés déshonorants envers notre Pays. Dégoût de deviner que cette attitude qualifiée d'indigne n'a d'autre objectif que de racoler les suffrages des minorités musulmanes d'origine maghrébine installées sur le sol français.

- **Les Pieds-noirs** étouffent de colère, et de douleur. Eux savent l'histoire de l'Algérie, car ils l'ont faite, transformant des terres sous-développées en espaces fertiles, donnant naissance à un Etat moderne. Ils ont inventé cette Algérie que Ferhat Abbas cherchait en vain dans les cimetières. L'Algérie était leur terre de France, bâtie pierre après pierre, ils l'aimaient, la respectaient. Aujourd'hui, en Algérie, au milieu des déchets qui inondent villes et campagnes, Kamel Daoud tonne : « *la terre appartient à ceux qui la respectent. Si on en est incapable, autant la rendre aux colons* ». Et Boualem Sansal renchérit en invitant « *à reconnaître que ces foutus colons ont plus chéri cette terre que nous qui sommes ses enfants* », oubliant toutefois que ces colons étaient aussi « enfants » de cette terre.

- **Les militaires** encore nombreux qui ont servi en Algérie, appelés ou engagés, sont révoltés. 25 000 de leurs camarades sont tombés sur le sol algérien, en huit années d'un conflit qui, s'il a connu des actions de guerre, s'est voulu avant tout pacification. Les faits d'armes de leurs adversaires n'ont été qu'actes de terrorisme, assassinats, massacres, mutilations, égorgements, bombes dans les lieux publics. L'Armée a rétabli l'ordre, créé écoles, dispensaires. Elle a gagné toutes les batailles qui lui ont été ordonnées. Mais la France du général de Gaulle ne voulait plus d'une Algérie française. La rage au cœur, l'Armée a obéi.

- **En France**, la communauté d'origine algérienne, française ou non, est désorientée. Au sein de cette communauté, nos frères d'armes harkis et leurs descendants, bouleversés, découvrent ce qu'ils considèrent comme une nouvelle trahison de la France à leur égard. Abandonnés en 1962, massacrés en Algérie, parqués en France, ne va t'on pas maintenant les traiter de « collabos » comme osait déjà impunément le faire, sur notre sol, le Président Bouteflika ! Quant à ces Algériens très majoritaires qui ont quitté le bled pour, tout simplement, vivre mieux

et en paix en France, ils s'inquiètent de cette agitation qui réveille, chez les Français de souche, la fibre xénophobe. Seuls exultent les islamistes radicaux, et les jeunes paumés des cités. Les premiers nourrissent leur prédication des prétendus crimes de la colonisation, les seconds voient là fonder leur haine envers notre société, et justifier leur révolte.

- **En Algérie même**, interloqués par cet acte de contrition inattendu d'un candidat à la présidence de la République française, les responsables exultent et s'esclaffent. Ils n'en attendaient pas tant ! Si la France se veut repentante, on la fera payer, avec les intérêts ! Ceux qui patiemment travaillaient dans l'ombre au rétablissement des liens indispensables entre nos Pays hésitent à comprendre. Cette France qui s'humilie, ils la regardent avec une surprise qui peu à peu devient condescendance, et confine au mépris.

Ce « carnage », assurément, M. Macron ne le voulait pas. Mais il s'inscrit parfaitement dans le lamentable et troublant désordre de la campagne présidentielle française. Où est passée la France des Lumières, la France « *mère des Arts, des Armes, et des Lois* », la France de l'intelligence, du bon sens, des grands hommes d'Etat ? Une Justice à la compétence contestée et à la communication sibylline alterne hâte fiévreuse et lenteurs paralysantes pour cerner les prétendus délits d'un candidat de Droite qui pressent qu'on cherche à le « casser », et irrémédiablement polluer sa campagne. La Gauche s'émiette entre visionnaires généreux du revenu universel tombant comme la manne au désert, et bouillonnants adeptes de l'insoumission. M. Macron, cœur à Gauche, portefeuille à droite, déchire et recoud, en grand écart permanent. Faut-il s'inquiéter de le voir chanter la Marseillaise, marche guerrière, en fermant les yeux ? Et si, comme il l'avoue, il nous « aime furieusement », devons-nous redouter les dérives possibles de cette dévorante passion ? Mais il plait à bien des « *djeun's* » modernes que son imprévisibilité provocatrice séduit ; « *Macron, c'est une tuerie !* » disent-ils. Au Front national, patiemment, on cultive le discours qui rassemble le noyau frontiste, séduit les mécontents de Droite, attire les mécontents de Gauche. Madame Le Pen assure déjà « *Si j'étais présidente...* ». Mais avec quelle Chambre introuvable pourrait-elle gouverner ?

Alors peut-être faut-il croire ces experts de la CIA annonçant, de par le monde, et pour les prochaines années, la multiplication des guerres civiles.

Et si la France, comme elle a su si bien le faire dans le passé, en donnait le signal, en jouait l'ouverture ? Le 14 Juillet 1790, sur le Champ de Mars, on célébrait « *le mariage de la France avec la France* ». Célébrera t'on, en Mai 2017, le divorce de la France avec la France ? Car les Français auront élu, non pas l'homme d'Etat censé montrer la voie du redressement, mais le personnage incarnant jusqu'à la caricature leurs frustrations, leurs rancœurs, leur colère, leur désespoir ?

A moins que par crainte du « carnage » à venir, ils n'implorant M. Hollande de se représenter, un peu comme le « sauveur de la France », dans ce rôle de « protecteur » qu'il sait si bien jouer. Et puis, nous le savons, avec lui, « la France va mieux ».

Bernard MESSANA
Officier général (2S)
www.asafrance